La donnée au coeur de la ville durable

Les défis de la donnée

« Vous étiez nombreuses et nombreux à répondre présent ce 21 mars 2025 au Palais du Luxembourg à Paris, à l'occasion du tout premier colloque annuel du Système d'Information Ville Durable et Bâtiments Innovants (SIVDBI). Un succès qui souligne l'importance de notre thématique centrale : comment utiliser efficacement les données pour affronter les défis auxquels nos villes doivent faire face aujourd'hui et demain ?

Je tiens d'abord à exprimer ma profonde reconnaissance à Madame la sénatrice Corinne Narassiguin, marraine de cette journée, ainsi qu'à Madame Corinne Blanquart, Vice-présidente de l'Université Gustave Eiffel, qui ont toutes deux rappelé avec force et pertinence l'ampleur nationale et les enjeux stratégiques de ce projet.

Ce colloque marque le démarrage concret de notre initiative, mais surtout la naissance d'un réseau solide et collaboratif. Vous, collectivités territoriales, chercheurs, opérateurs publics et privés, doctorantes et doctorants, entreprises partenaires, êtes désormais acteurs d'une communauté engagée autour d'un objectif commun : mobiliser le potentiel des données pour développer des solutions concrètes et efficaces face aux problématiques environnementales et sociétales.

Parmi les questions abordées lors de nos échanges : quelles données, publiques ou privées, pouvons-nous exploiter ensemble au bénéfice du bien commun ? Comment mutualiser ces données tout

2/.

150 participants
1 keynote
4 tables rondes
8 présentations

en assurant leur sécurité, leur interopérabilité et en préservant notre souveraineté numérique ainsi que nos principes éthiques ? Comment traiter d'importants volumes diversifiés de données pour anticiper et mieux répondre aux défis urbains ? Quelles sont les données manquantes pour décrire les phénomènes ?

Les réflexions partagées tout au long de cette journée contribueront directement à nourrir les travaux du Sénat, particulièrement attentif à ces problématiques dans la chambre des territoires. À cet égard, nous restons pleinement mobilisés pour que nos résultats alimentent concrètement les décisions futures des décideurs politiques.

Enfin, permettez-moi de remercier très sincèrement toutes les équipes organisatrices de l'Université Gustave Eiffel et du Sénat qui ont œuvré à la réussite de cet événement avec enthousiasme et professionnalisme. Leur travail remarquable a permis cette journée riche d'échanges et de perspectives nouvelles.

Cette rencontre n'est qu'une première étape, certes décisive, mais avant tout prometteuse d'une collaboration durable pour rendre nos villes plus résilientes face aux défis à venir. Ensemble, poursuivons ce chemin avec détermination. »

Fériel Goulamhousen
Directeur du SIVDBI / PEPR VDBI, Université Gustave Eiffel

Corinne Blanquart, Fériel Goulamhousen et Cortinne Narassiguin

Madame Corinne Blanquart, vice-présidente de l'Université Gustave Eiffel

« L'enjeu c'est bien d'accélérer la production de connaissances, mais c'est aussi de structurer une communauté. Une communauté certes de recherche, mais aussi une communauté d'innovation, une communauté plus largement d'opérateurs qui œuvrent justement ce qui fait l'objet du PEPR ville durable et bâtiments innovants. »

Collectivités : Comment tirer parti de la data pour transformer son territoire

97 % des communes interrogées estiment que la maîtrise et l'exploitation des données sont nécessaires pour répondre aux enjeux environnementaux des territoires*. Pour autant, la gestion territoriale de la donnée soulève encore nombre de questions. Comment permettre aux collectivités de s'en emparer à leur échelle ? La première table ronde de la journée a permis de dégager quelques pistes d'action.

Établir une stratégie en cohérence avec son territoire

« L'une des erreurs communes, c'est de partir bille en tête, avec des étoiles dans les yeux, en se disant, et bien voilà, on va pouvoir faire des choses géniales. Et on se perd assez facilement », constate Christophe Hugon, conseiller municipal délégué à la transparence et au numérique de la ville de Marseille et membre du conseil d'administration d'Open Data France. Face à l'immense potentiel que représente la donnée, l'élu invite tout d'abord les collectivités à faire le point sur ce qu'elles font déjà, sur ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas, et ce qu'elles souhaitent mettre en œuvre.

Un diagnostic qui ne va pas sans une analyse complète de son territoire au préalable, pour Sébastien Maire, délégué général de l'association France Villes et territoires durables. Il recommande de s'appuyer sur les connaissances des différents acteurs de la ville durable afin de mieux identifier les enjeux et les données qui pourraient venir éclairer leurs décisions, et de faire un état des lieux qui pourra être partagé avec les citoyens et les parties prenantes privées. Remettons-nous d'accord sur la réalité des faits en utilisant la donnée pour comprendre ce qu'on doit faire autrement. Ça, c'est le début », assure-t-il.

« Pour savoir si une organisation a les bonnes données, encore faut-il savoir quelle est la stratégie derrière cela », résume Marine de Sury, directrice de mission au CIGREF, une association qui accompagne les plus grandes entreprises et administrations publiques françaises dans leurs réflexions collectives sur les enjeux numériques.

Développer une culture de la data

La professionnalisation des agents à la manipulation et l'exploitation des données représente un autre enjeu majeur pour les collectivités. « Il y a quand même énormément de collègues qui collectent la donnée et, en fait, ce sont eux qui, du fait de la collecte quotidienne, vont être responsables de celle-ci et de [sa] qualité », souligne Cédric Grenet, directeur du numérique et des systèmes d'information de Caux Seine agglo. « Bien définir des objectifs métiers » est d'ailleurs pour Marine de Sury, l'étape qui suit directement le diagnostic.

Les agents doivent non seulement pouvoir s'approprier les

différentes facettes de la donnée, pour mieux la collecter, travailler de façon plus transversale avec les différents services, pour permettre de croiser les données, mais aussi faire face aux interrogations du grand public. C'est ce qui amène Christophe Hugon à parler plus généralement du besoin de faire de la médiation numérique. « Il faut que la donnée ait un sens au-delà de son propre métier pour qu'on ait envie non seulement de l'alimenter régulièrement mais aussi en assurant une bonne qualité. »

Mettre en place une gouvernance pour clarifier les règles

Face aux difficultés que certains agents peuvent éprouver à collecter et exploiter la donnée et le besoin de renforcer la confiance des citoyens, Cédric Grenet évoque l'utilisation de communs numériques. Ces ressources partagées et gérées collectivement permettent « d'avoir une plus grande ouverture de données à l'échelle nationale, d'avoir de vrais standards », développe-t-il. Et somme toute de « travailler encore mieux. »

Il met par ailleurs en garde contre la tentation de garder ou de collecter les données pour le « au cas où ». « C'est le pire du pire, parce que derrière, c'est du stockage, on n'a donc pas un numérique responsable. Ce sont de potentiels problèmes de RGPD ou de croisement », explique-t-il.

Prendre en compte les risques et les limites

Autre point central abordé : la souveraineté des données numériques des territoires, avec en toile de fond l'hégémonie des géants américains du cloud. « Lorsque l'on détermine une stratégie data, c'est important d'étudier ses dépendances technologiques pour limiter les risques associés, indique Marine de Sury. La menace de fermeture du robinet du numérique par une puissance étrangère doit être prise en compte. »

Sébastien Maire ajoute que la transition numérique repose par ailleurs sur des métaux rares, une ressource épuisable et limitée. « Rendre nos systèmes urbains critiques, essentiels, sur la santé, la communication, totalement dépendants d'un matériau auquel on aura potentiellement plus accès dans cinq ans, c'est quand même un enjeu géostratégique majeur », insiste-t-il.

Enfin, Christophe Hugon rappelle que « la technologie n'a jamais été neutre ». Il appelle les collectivités à prendre en compte les impacts environnementaux, sociaux et politiques des technologies numériques. « Toute technologie a un sens et un sens politique. Et ce sens politique, ça veut dire quoi ? Prendre conscience des enjeux, des impacts positifs et négatifs. On fait des arbitrages et on prend la responsabilité. C'est ça le sens du numérique responsable. »

* Selon le baromètre de l'observatoire Data Publica, Les collectivités territoriales et la donnée, 2024